

de constater que M. Watkins ne nous dit pas comment il financerait son programme de nationalisation généralisée.

Le rapport de 1970 du comité de la Chambre des communes sur les affaires extérieures et la défense nationale a révélé que les étrangers détenaient des avoirs canadiens d'une valeur de 50 milliards de dollars. Ce comité avait apparemment pressenti une vague nationaliste et, dans son rapport, il a recommandé que toutes les filiales étrangères établies au Canada mettent à la disposition des Canadiens 51 p. 100 de leurs actions. Il a recommandé également la création d'un Bureau canadien de contrôle de la propriété lequel, chargé de surveiller les investissements étrangers dans l'industrie canadienne, aurait détenu des pouvoirs tellement vastes, irréalistes et bureaucratiques que l'imagination en reste confondue.

Le groupement le plus bouffon et en même temps le plus à l'affût de publicité reste le Comité pour un Canada indépendant. Ces missionnaires enthousiastes tentent de reconquérir l'indépendance en attisant l'ardeur nationale et en soutenant que les Canadiens d'aujourd'hui partagent une conscience et un sens aigu des objectifs nationaux. La déclaration en sept points de ce comité s'ingéniait à capter l'imagination des Canadiens, mais malheureusement pour les rêveurs, il leur faut se rendre à la réalité.

C'est une chose que d'établir une politique générale; c'en est une autre que de généraliser, comme l'a fait le professeur Rotstein lors de la conférence qui a eu lieu à Thunder Bay en décembre dernier, en déclarant que la théorie qui veut que l'indépendance économique fasse baisser le niveau de vie n'est qu'un mythe. Cet éminent professeur devrait révéler sa formule, de sorte que les pays sous-développés du monde puissent atteindre notre niveau de vie. Si les ressources naturelles en sont le secret, bon nombre de pays sous-développés sont les plus riches en ressources naturelles, et ont malgré tout le niveau de vie le plus bas du monde. Jack McClelland a donné le ton à Thunder Bay avec sa généralisation, souvent citée, selon laquelle il ne nous reste pas beaucoup de temps, et si nous ne parvenons pas à un degré réel d'indépendance économique, notre nation va périr, et, dans le sens intellectuel, les Canadiens vont périr avec elle. Seul le second voyage du joueur de flûte de la légende pourrait égaler une prévision aussi pessimiste et morbide de l'avenir du Canada. Je me permettrai de rappeler à M. McClelland que, pour une nation qui court si rapidement à sa perte, notre niveau de vie est malgré tout le deuxième du monde.

On n'a pas besoin d'être bien intelligent pour comprendre que les Canadiens préfèrent les emplois à la nationalisation. Je suis persuadé que ceux qui voudraient restreindre les investissements étrangers et les emplois qu'ils fournissent ne représentent pas l'opinion des Canadiens en général. Le comité voudrait que nous fassions marche arrière et que nous nous retirions de l'entreprise internationale. Les arguments comme le sien remporteront peut-être la bataille émotive sur le moment, mais ils ne gagneront pas la guerre de la logique.

L'an dernier, le gouvernement de l'Ontario a mis sur pied une conférence sur le nationalisme économique et culturel. Il a nommé la Commission d'enquête de l'Assemblée législative de l'Ontario chargée d'étudier cette question. La plupart des témoins qui ont comparu devant la Commission étaient à peu près aussi objectifs que Peter Newman, qui, dans l'exposé grandiloquent qu'il a fait à la Commission a exhorté les Canadiens à affirmer leur indépendance même s'il fallait pour cela rendre les Améri-

cains furieux. C'est là une tactique de vente vraiment nouvelle.

• (1700)

Il est intéressant de noter que les cinq principaux candidats à la direction du parti conservateur progressiste en Ontario ont tous affirmé que la question de l'autonomie économique était un problème clé au Canada. Au début de sa campagne, l'honorable William Davis a déclaré que le contrôle canadien de notre économie figure au début de sa liste de priorités et il a demandé la convocation d'une conférence sur les investissements étrangers. Dans le discours du trône, le 30 mars 1971, le gouvernement de l'Ontario a exprimé ses vœux ainsi:

La population de l'Ontario devrait disposer des moyens grâce auxquels nos propres objectifs et priorités économiques, culturels et sociaux pourraient être déterminés au Canada par des Canadiens.

En janvier 1972, le premier ministre Davis a déclaré à Windsor qu'il appuyerait fortement un plus grand contrôle canadien de notre économie, que nous nous étions placés dans une situation des plus vulnérables vis-à-vis des politiques économiques américaines. Le 25 janvier 1972, il a déclaré à New York que l'Ontario s'engage à promouvoir le principe selon lequel les Canadiens veulent reprendre en main le contrôle de leur économie; il a ajouté que la propriété étrangère a éveillé au Canada un sens national d'urgence.

Le même jour à Vancouver, le chef de l'opposition (M. Stanfield) demandait au gouvernement fédéral d'établir des principes directeurs en matière de politique étrangère, notamment en ce qui concerne nos relations avec les États-Unis, afin d'assurer notre survivance à proximité d'un géant. En décembre dernier, le Conseil des sciences affirmait que le gouvernement devrait adopter une stratégie industrielle générale. Le rapport sénatorial sur la politique scientifique publié en janvier recommandait instamment que d'ici 1980, 2,5 p. 100 du produit national brut soit consacré à la recherche et au développement. Ces dépenses accrues augmentent le coût du produit, mettront l'entreprise canadienne en danger et contribueront peu à l'évolution générale de la technologie en Amérique du Nord. Ces dépenses globales seront inférieures à 5 p. 100 des dépenses américaines au titre de la recherche et du développement. Tout au plus, nous suivrons des sentiers battus et nous découvrirons des choses qui le sont déjà.

Il est insensé de retourner la terre qui a été labourée. L'évolution s'effectue à un rythme si rapide que même toutes les ressources du gouvernement canadien ne pourraient se comparer à l'apport américain et nous maintenir à la page. Il est temps de se rendre compte que la société multinationale américaine a réussi à internationaliser les principes et la répartition de la technologie. Von Braun est l'inventeur des fusées V2 et l'instigateur des voyages à la lune, tandis qu'Einstein est l'initiateur de la science atomique, mais ces exploits n'en sont pas moins utiles aux Américains.

Avant de construire une muraille protectrice, nous devons en premier lieu rattraper les Américains, puis consacrer plus de 30 milliards de dollars par année à la recherche et au perfectionnement dans le seul dessein de préserver notre position. Il nous faudra aussi recruter les plus grands savants du monde à l'instar de nos amis au sud. Nous accusons les filiales d'entreprises américaines de refuser de porter leur part du fardeau de la recherche et du développement. D'après les déclarations de frais de recherche et de perfectionnement déposées en 1967 con-